

## L'IDA EN ACTION

# Tanzanie : « MKUKUTA », un programme local pour le changement

La Tanzanie devrait atteindre le premier objectif de développement pour le Millénaire, à savoir réduire la pauvreté de moitié d'ici 2015. Au cours des dix dernières années, la croissance annuelle du PIB a évolué en moyenne de 5 à 6 %, tandis que le PIB par habitant a doublé. Le bien-être de la population s'est considérablement amélioré. En 2000, seuls 59 % des enfants de Tanzanie se rendaient à l'école primaire, alors qu'ils sont aujourd'hui pratiquement tous scolarisés. La mortalité infantile a baissé. Il devient progressivement rentable d'installer son entreprise en Tanzanie : le rapport de cette année de la Banque mondiale 2007 Doing Business a classé la Tanzanie comme l'un des dix meilleurs réformateurs au monde.

Indicateurs relatifs au pays	1994	2005
PIB par habitant (dollars)	157	336
Inflation moyenne (%)	37,1	4,4
Dette publique totale (% du PIB)	93,7	24,6 (2006)*
Equilibre budgétaire (% du PIB)	-2,3	-1,9
Entrées nettes IED (millions de dollars)	151 (1995)	325
Incidence de la pauvreté (%)	39 (1991)	35 (2001)
Incidence de la pauvreté en zones rurales (%)	41 en 1991	39 (2001)
Incidence de la pauvreté en zones urbaines (%)	28 en 1991	23 (2001)
Taux brut de scolarisation en école primaire (%)	68 (1991)	112,7 (2006)
Mortalité des enfants de moins de cinq ans (par 1 000)	147 (1996)	112 (2004)
Mortalité maternelle (par 100 000 naissances vivantes)	529 (1996)	578 (2005)
Population (millions)	26,7	38,3

\*A la suite de l'Initiative multilatérale d'allègement de la dette.

Sources : Banque mondiale *World Development Indicators 2006 (Indicateurs de développement dans le monde 2006)* ; FMI *Perspectives économiques mondiales 2006* ; Etude économique annuelle réalisée par le ministère de la planification, de l'économie et du renforcement des capacités ; Rapport sur la pauvreté et le développement humain 2005.

Dès le début, en 1995, d'un programme exhaustif de réformes, l'Association internationale de développement (IDA), le guichet de la Banque mondiale qui aide les pays les plus pauvres de la planète, a octroyé 3,2 milliards de dollars à la Tanzanie. Le processus de changement, trouvant ses bases à l'intérieur même du pays, s'est mis en place à partir d'un dialogue politique étroit et constant avec le gouvernement. « MKUTUTA » (l'acronyme swahili) désigne la dernière stratégie de réduction de la pauvreté en Tanzanie. C'est en fait le programme du pays pour le changement.

La Tanzanie est le cinquième pays du portefeuille de l'IDA enregistrant la meilleure performance sur la base de critères macroéconomiques, structurels, sociaux et institutionnels. Elle se place au deuxième rang dans l'Afrique subsaharienne.



## RÉSULTATS DU PAYS

**À la suite de son indépendance en 1964, la Tanzanie a poursuivi le modèle du « socialisme à l'africaine ».**

Le Président Julius Nyerere a soutenu une stabilité politique et une unité nationale sans faille au sein de l'Afrique subsaharienne. Mais ses politiques économiques ont eu des conséquences négatives. La stratégie de développement rural pour les villages autonomes s'est traduite par des baisses dramatiques de la production alimentaire. Les ressources budgétaires provenant des services sociaux ont été dilapidées par un nombre conséquent de sociétés parapubliques (détenues ou contrôlées par l'État) inefficaces et en sureffectif dans les secteurs de la banque, de l'industrie et de l'agriculture.

La production a ralenti et les biens se sont raréfiés. Le pays a enregistré un déclin des prestations de services. La croissance du PIB, entre 1980 et 1983, s'est effondrée d'environ 3 % à moins de 1 % et les réserves du pays se sont amoindries pour atteindre une moyenne de six jours d'importations, pendant que l'inflation grimpait à une moyenne de 29 %.

Vers le milieu de l'année 1983, la Banque mondiale a gelé les nouveaux projets jusqu'à ce qu'un programme de redressement économique puisse se mettre en place, et ce tout en continuant le financement des opérations en cours. En 1985, les conditions continuant de se dégrader, la communauté des bailleurs de fonds a réclamé un plan pour contrer l'escalade de la crise économique du pays.

**Des mesures ont été prises au début de l'année 1986 pour améliorer la performance économique.**

Le pays a adopté un programme de redressement économique, dirigé par le Président de la Tanzanie, Ali Hassan Mwinyi et conçu en collaboration avec l'IDA. Ce programme mettait l'accent sur les prix à la production et à la consommation en fonction du marché, la libéralisation des échanges et mettait fin aux contrôles des taux de change et des taux d'intérêt. Ce programme a reçu un important soutien de la communauté des bailleurs de fonds et a été initialement couronné de succès, le PIB renouant avec une croissance de 6 % en moyenne entre 1986 et 1990.

Les gains ont toutefois été éphémères et, en 1994, la croissance économique a ralenti à moins de 2 %. Il fallait des réformes

individuelles mais elles n'étaient pas toujours bien programmées. Le commerce international avait certes été libéralisé mais les offices publics de producteurs monopolisaient toujours le secteur des exportations de récoltes.

Les réformes dans différentes sphères (les entreprises publiques, les banques et les tribunaux) manquaient également de coordination. Les fruits de la réforme devenant moins perceptibles, le soutien au programme s'est affaibli, le gouvernement considérant ni plus ni moins les changements de politique comme une monnaie d'échange pour garantir l'aide financière. Pendant ce temps, la performance budgétaire de la Tanzanie commençait à se détériorer. Les réductions d'impôt sans amélioration de l'administration fiscale ou sans contrôle des dépenses pesaient sur les déficits budgétaires. Le gouvernement réclamait un accroissement du soutien mais les bailleurs de fonds voulaient des réformes durables, notamment une meilleure gestion budgétaire.

### **En 1995, la Tanzanie a entamé un processus soutenu de réformes.**

En juin de cette même année, une équipe indépendante d'experts a publié un rapport (le « rapport Helleiner »), contenant deux recommandations préalables : le gouvernement devait garantir une stabilité macroéconomique grâce à un programme durable de réformes et les bailleurs de fonds devaient accepter l'appropriation par le pays du programme de développement. Le Président Benjamin Mkapa, élu fin 1995, a adopté un programme exhaustif de réformes pour les années à venir.

L'objectif des réformes était de produire un État plus efficient et de laisser le secteur privé dynamiser la croissance.

Le gouvernement, afin d'améliorer la gestion budgétaire, a établi une autorité indépendante des revenus avec un système d'emploi fondé sur le mérite et la performance. La Tanzanie a également lancé une taxe à la valeur ajoutée et renforcé le pouvoir judiciaire afin de réduire l'évasion et donc les pertes fiscales. Le déficit budgétaire est tombé à 1,9 % en 2005, comparé à un PIB de 7,5 % en 1993.

Le secteur de la production a été le second axe d'intérêt. À la suite de la désillusion du « socialisme à l'africaine », le gouvernement s'est centré sur la mise à disposition d'un cadre politique et d'infrastructures qui encouragerait la croissance des entreprises privées.

### **Depuis 1995, l'économie s'améliore.**

La croissance évolue entre 5 et 6 % en moyenne du fait d'une stabilisation des prix en 1999. L'allègement dans le cadre de l'initiative multilatérale pour l'allègement de la dette (MDRI) répartie entre 2007 et 2044 annule la dette de la Tanzanie envers l'IDA. L'annulation de la dette totale dans le cadre du MDRI (qui inclut la Banque africaine de développement et le FMI) devrait s'élever aux alentours de 3,8 milliards de dollars, dont 2,8 milliards sont des fonds de l'IDA. Suite à la mise en place du MDRI, la charge de la dette de la Tanzanie est aujourd'hui supportable.

### **L'atteinte des ODM progresse dans le bon sens.**

Bien que les taux de pauvreté aient enregistré une faible baisse entre 1991 et 2001 (la dernière année de mesure de ces taux), les prévisions indiquent que la Tanzanie devrait être à même d'atteindre l'objectif de réduire la pauvreté de moitié d'ici 2015.

## Le casse-tête de la pauvreté

Les données disponibles attestent de baisses modestes du niveau de pauvreté (de plus de 39 % en 1991 aux environs de 35 % en 2001). L'irrégularité du schéma en est la cause : la pauvreté a en fait augmenté au début des années 1990, atteignant jusqu'à 40 % en 1994, puis a baissé grâce au redressement de la croissance économique.

Les données disponibles suggèrent une baisse de la pauvreté de 33 % en 1995 et l'objectif de réduire la pauvreté de moitié d'ici 2015 peut être atteint si la croissance par habitant suit une tendance de 4 % par an.

Les résultats d'une étude sur le budget des ménages devant être publiés début 2007 offriront une image plus claire des tendances de la pauvreté depuis 2001.

Les autres ODM affichent des progrès visibles. Les taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans ont baissé de 147 % par 1 000 naissances vivantes en 1996 à 112 en 2004. Alors qu'en 2000, seuls 59 % des enfants de Tanzanie se rendaient à l'école primaire, 96 % d'entre eux sont aujourd'hui scolarisés.

Le degré d'inégalité régionale est cependant flagrant. De fortes variations entre districts existent au-delà des différences importantes entre ville et campagne. L'accès à l'eau potable varie par exemple de 99 % à Arusha (zone urbaine) à moins de 7 % à Sikonge.

Établir une activité professionnelle en Tanzanie devient moins coûteux. Bien que toujours classée 142<sup>ème</sup> mondiale en matière de facilité de pratique des affaires, le rapport 2007 Doing Business a classé la Tanzanie comme l'une des dix plus belles réussites au monde. Les investissements étrangers ont, en fait, plus que doublé ces dix dernières années.

## CONTRIBUTIONS DE L'IDA

L'IDA est la plus grande source d'aide au développement de la Tanzanie, offrant des crédits sans intérêt et des dons depuis 1963. Mais après le lancement du programme soutenu de réformes, en 1995, l'IDA a intensifié son appui, accordant à la Tanzanie plus de 3,2 milliards de dollars au cours des 12 dernières années.

### **L'IDA, en qualité de plus important bailleur de fonds de la Tanzanie, a participé à la remarquable transformation du pays.**

Plus d'un tiers du soutien de l'IDA depuis 1995 a été délivré par le biais de huit opérations de politique de développement, centrées initialement sur l'amélioration des dépenses publiques, la réduction de l'inflation, l'augmentation de la croissance et l'amélioration de la prestation de services sociaux. En s'appuyant ultérieurement sur la stratégie de réduction de la pauvreté du gouvernement, l'IDA a offert une assistance directe au programme global de développement. D'autres opérations de politique de développement ont soutenu l'éducation primaire et secondaire.

Depuis 1995, l'IDA a également financé plus de 30 projets d'investissement, avec un accent particulier sur le développement des secteurs privé et financier, de l'énergie, des routes, des voies ferrées, de l'eau, le développement rural, la gestion des ressources naturelles, le développement communautaire et des gouvernements locaux et les réformes du secteur public.

De plus, l'IDA a réalisé plus de 60 études d'évaluation de la situation économique de la Tanzanie, de son profil de pauvreté, des besoins des divers secteurs et de la

gestion efficace des finances publiques. L'IDA a collaboré avec le monde universitaire local, le gouvernement, les partenaires au développement, la société civile et d'autres intéressés pour créer des capacités tout en conservant des normes analytiques élevées.

### **Permettre l'élaboration d'un programme de développement axé sur le pays.**

L'IDA a considérablement aidé le gouvernement dans sa préparation (en 2000 et 2004) des premier et second documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP). Le second DSRP, dénommé « MKUKUTA » d'après son acronyme swahili, a été développé grâce à un processus fortement participatif offrant un cadre de croissance et de réduction de la pauvreté. Les activités des bailleurs de fonds s'alignent de plus en plus au plan.

### **Créer des capacités pour la gestion macroéconomique.**

Afin d'approfondir la compréhension et l'engagement envers les réformes budgétaires, l'IDA a permis d'établir un examen des dépenses publiques (EDP) pour fixer les priorités dans une enveloppe globale de dépenses, de même que

pour surveiller les progrès et évaluer les résultats. L'EDP pour 2003 analysait en détail la manière de redistribuer les dépenses publiques au profit des populations pauvres.

Sur la base de cette analyse, le gouvernement a mis en place un système stratégique d'allocation budgétaire qui relie les allocations budgétaires aux objectifs de développement du pays. En coopération avec d'autres partenaires au développement, l'IDA a permis de créer compréhension et capacité entre les acteurs non étatiques affichant un intérêt dans le processus budgétaire. Le processus s'est élargi depuis 2005 pour inclure également un bilan de la responsabilité financière du pays et un bilan des achats du pays.

### **Harmoniser l'aide des bailleurs de fonds.**

Le gouvernement de Tanzanie et ses partenaires au développement ont conclu une convention dans le but d'atteindre les objectifs de réduction de la pauvreté et de développement national. Dénommée stratégie d'assistance conjointe de coopération, elle comprend l'alignement sur la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté. Le groupe des partenaires au développement de la Tanzanie, représentant

#### **La fin des projets autonomes**

Dans le cadre de la stratégie d'assistance conjointe de coopération, un certain nombre de mesures sont prises pour mieux gérer le développement. Certaines de ces mesures ont trait aux achats, d'autres au contrôle et à l'évaluation, coordonnant l'assistance technique et augmentant la prévisibilité de l'aide. L'une des idées les plus audacieuses est d'abandonner les unités parallèles de mise en œuvre des projets (PIUs).

Les unités de mise en œuvre des projets sont utilisées depuis des dizaines d'années pour conserver une trace des projets de la Banque mondiale. Mais du fait qu'elles existent souvent en dehors des institutions d'un pays, elles apportent peu à la création de capacités internes au pays. La Banque mondiale œuvre à l'introduction progressive d'unités autonomes de mise en œuvre, conformément aux engagements internationaux pour harmoniser et rendre l'aide plus efficace.

plus de 35 partenaires, a analysé les réalisations et les défis de la Tanzanie en matière de développement et a adopté un plan d'assistance financière et technique qui se prolongera jusqu'en 2010.

### **Offrir une assistance budgétaire.**

Depuis 2003, l'IDA et 13 autres bailleurs de fonds<sup>1</sup> ont directement permis le financement du budget de la Tanzanie tout en offrant des conseils politiques. Les dépenses par habitant ont doublé, grâce à cette approche, dans des domaines tels que l'éducation, la santé, l'eau, l'agriculture, les routes, le pouvoir judiciaire et le VIH/SIDA, tous identifiés dans la stratégie de lutte contre la pauvreté.

Lorsque le contexte au niveau du pays le permet, le soutien budgétaire direct pour les dépenses clés offre un plus grand potentiel d'appropriation domestique des programmes, renforce la responsabilité de ces programmes vis-à-vis du parlement et du public et permet de concentrer les achats, la gestion financière, la comptabilité et la vérification autour d'un seul processus budgétaire.

Cette modalité d'aide est devenue la préférée du gouvernement de Tanzanie et est aujourd'hui mise à disposition par 14 partenaires au développement (cinq en 2000).

### **Soutenir la réforme du service public.**

En 1999, l'IDA a commencé à financer la première des trois phases du programme gouvernemental de réformes du service

public. L'engagement à long terme de l'IDA au programme (1999-2010) a contribué à mobiliser une approche commune de cinq partenaires au développement ainsi qu'un « basket fund » (panier commun) de bailleurs de fonds.

La combinaison d'un fonds programmatique plutôt que d'un prêt-projet pour étayer un programme gouvernemental unique de réformes et d'un partenariat solide entre le gouvernement et les bailleurs de fonds a déjà contribué à des résultats positifs. On retrouve entre autres un fonds d'amélioration de la performance (actuellement reproduit à l'échelle mondiale) pour soutenir les initiatives de développement stratégique et de capacités en plus des hausses de salaires des fonctionnaires dans les ministères, les services et les organismes.

### **Encourager le développement des secteurs financier et privé.**

Au cours des dix dernières années, la Tanzanie a fait passer son secteur financier du domaine unique d'institutions financières nationalisées à un système dont l'activité privée, l'efficacité et la concurrence se sont accrues. En 1997, la masse de crédits se portait vers le secteur public alors que le crédit au secteur privé ne s'élevait qu'à 3 % du PIB. En 2005, le crédit au secteur privé est passé à 10 % du PIB. En partenariat avec quatre autres partenaires au développement (le Danemark, les Pays-Bas, la Suède et le Royaume-Uni), l'IDA a augmenté son soutien en faveur de changements qui permettent le renforcement du climat des affaires en Tanzanie.

Entre 2005 et 2006, la gestion des entreprises est devenue plus facile : les droits d'immatriculation des petites et moyennes entreprises ont disparu ;

1. Les 13 autres bailleurs de fonds offrant actuellement une assistance budgétaire sont : la Banque africaine de développement, le Canada, le Danemark, le Royaume-Uni, la Commission européenne, la Finlande, l'Allemagne, l'Irlande, le Japon, les Pays-Bas, la Norvège, la Suède et la Suisse.

les sociétés ont utilisé un système informatique centralisé pour l'enregistrement fiscal ; les formalités douanières liées aux importations ont été réduites de 12 jours et les procédures judiciaires ont pris moins de temps. Les recettes du gouvernement ont augmenté de 11,3 % de PIB en 2000 à 14,2 % estimés en 2006 grâce à une hausse des résultats des sociétés et une amélioration du recouvrement de l'impôt. Alors que la Tanzanie est sur la bonne voie, son classement actuel (142ème sur 175 pays) dans le rapport Doing Business souligne le besoin d'une autre rationalisation réglementaire.

### L'impact de l'IDA en Tanzanie se ressent dans de nombreux secteurs interconnectés.

**Le développement rural.** L'économie rurale représente environ 45 % du PIB global de la Tanzanie et près de 87 % de ses pauvres. Depuis la fin des années 1990, l'agriculture a enregistré une croissance (parmi la plus rapide du monde) d'environ 5 % par an, malgré une sécheresse intermittente. L'IDA a soutenu un programme évolué de recherche agronomique, gestion, accès aux services d'extension et améliorations technologiques.

#### Un nouveau toit

Quand on lui demande ce qui a changé ces dernières années à Madawa, un village du sud de la Tanzanie, un paysan répond : « Baada ya miaka michache atabadilisha nyumba yake kuondoa nyasi kuweka mabati. Umasikini ulijaa kiloba, sasa unapungua kiasi kikubwa. » – *Au bout de quelques années ma ferme a eu un toit en acier au lieu d'un toit de chaume et la pauvreté a beaucoup baissé.*

Mais au-delà de l'agriculture, d'autres interventions de l'IDA ont eu des retombées positives. La réhabilitation, par exemple, de routes à grande circulation et de routes d'accès sous la supervision de l'office national des routes (Tanroads), a amélioré la connectivité entre les centres urbains et les zones rurales et accru l'accès des agriculteurs aux marchés et la prestation de services sociaux aux communautés rurales (les routes rurales sous la supervision des autorités locales restent cependant un défi important).

La privatisation de l'opérateur national de télécommunications qui a conduit à une flambée des ventes de téléphones portables (de 38 000 abonnés à la téléphonie mobile en 1998 à 1,6 million en 2004) en est un autre exemple. L'amélioration des communications dans les zones rurales a eu un impact significatif sur le commerce et la commercialisation agricoles.

**Transport.** L'IDA a consacré plus de 100 millions de dollars depuis 2000 à l'amélioration des transports. Elle a apporté son soutien à la création du Tanzania Road Fund pour mobiliser des ressources nécessaires à l'entretien des routes et permettre de créer un bureau des routes. Pendant cette période, le pourcentage des artères principales et des routes à grande circulation en bon état a atteint 86 % en 2006, comparé à 51 % en 2000. La surcharge des camions a été réduite de 75 % et un financement régulier a été fourni par les gouvernements locaux pour l'entretien des routes.

### Le port le plus rapide de l'Afrique subsaharienne

La sous-traitance à des opérateurs privés pour gérer le port de Dar Es Salaam a transformé le site sur une période de cinq ans, avec pour conséquence un doublement du nombre de conteneurs maniés entre 2000 et 2005. Dar s'est avéré être le port le plus rapide de l'Afrique subsaharienne et peut se comparer favorablement avec certains ports d'Europe et d'Australie.

Le terminal emploie environ 500 personnes supplémentaires et les salaires ont enregistré une hausse de 300 % en moyenne. Au lieu de subventionner un centre de pertes, le gouvernement a collecté ces dernières années 136 millions de dollars d'impôts de l'opérateur privé.

L'IDA a apporté son soutien financier et ses conseils techniques lors du déploiement de la transformation du port.

**Éducation.** Les investissements de l'IDA dans l'éducation, par le biais de projets et d'assistance budgétaire, se sont concentrés sur des réformes durables pour élargir l'accès à l'école tout en améliorant la qualité et la pertinence. La part gouvernementale du budget récurrent alloué au secteur de l'éducation a atteint 28,5 %, un pourcentage plus élevé que dans de nombreux pays d'Afrique à faible revenu. Le soutien de l'IDA a intégré également des travaux analytiques et des études de dépenses avec des recommandations pour accroître l'efficacité et garantir une durabilité des programmes d'enseignement.

### Éducation : résultats majeurs

- Le taux brut de scolarisation en école primaire est passé de 77,6 % en 2000 à 112,7 % en 2006.
- Le taux net de scolarisation en école primaire est passé de 58,6 % en 2000 à 96,1 % en 2006.
- Le taux d'abandon a baissé de 5,5 % en 2000–2001 à 3,4 % en 2005–2006.
- La performance de l'enseignement mesurée par les examens de fin d'école primaire a enregistré une hausse du taux de réussite de 28,6 % en 2001 à 61,8 % en 2006.
- La Tanzanie se classe quatrième parmi les 14 pays africains qui ont participé à une évaluation réalisée sur 2000 élèves.

**Santé.** L'IDA a soutenu les efforts de la Tanzanie en vue d'accroître l'accès aux services de santé et d'améliorer leur efficacité, par le biais de conseils en matière de politique et de transfert de connaissances de même que par des activités de financement. L'IDA fournit des financements au travers d'un accord dit de « basket fund » (panier commun) avec cinq autres bailleurs.

Ces dix dernières années ont connu une augmentation de l'accès aux médicaments essentiels, une amélioration du diagnostic et du traitement des maladies tuant le plus couramment les enfants (paludisme, pneumonie, diarrhée, rougeole et malnutrition) et une plus grande part de la population est protégée de l'appauvrissement dû à la maladie grâce à l'introduction de l'assurance sociale. La mortalité infantile et juvénile a baissé de 32 et 24 % respectivement sur une période de six ans (1996-2004).

Un partenariat public-privé innovant a augmenté la production et l'utilisation

domestiques de moustiquaires pour empêcher le paludisme : 38 % des femmes enceintes dormaient sous une moustiquaire à la suite du lancement du programme en 2005, et ce chiffre est passé à 52 % mi 2006.

## LES DÉFIS QUI NOUS ATTENDENT

Bien que la Tanzanie ait avancé à grands pas vers son objectif de réduction de la pauvreté, de nombreux défis demeurent. La Tanzanie a besoin d'une croissance solide et disposant d'une large assise, particulièrement dans les zones rurales afin d'assurer des progrès continus sur ce front. Un effort de réduction des disparités régionales en matière d'accès aux services de base devrait permettre à la prochaine génération de Tanzaniens de bénéficier d'un meilleur accès aux soins de santé.

### Augmenter nos chances de réduire la pauvreté

« L'accès aux services de santé, les routes, tous ces domaines se sont améliorés. La situation a changé mais nous demeurons néanmoins l'un des pays les plus pauvres », rappelle le Président Jakaya Kikwete lors d'un entretien en mars 2007. « Il nous faut faire plus. »

« Le défi principal pour moi est de savoir comment atteindre des niveaux de croissance plus élevés car si nous étions en capables d'atteindre une croissance continue de 8 à 10 % sur une période de 10 ans, la différence serait vraiment de taille. »

Le pays a établi une référence solide en matière de stabilité macroéconomique et de bonne utilisation des ressources de l'IDA au cours des dix dernières années.

## La stratégie bien définie de la réduction de la pauvreté en Tanzanie la rend à même d'absorber des financements complémentaires dans nombre de domaines.

La Tanzanie s'est rapidement tournée vers une série de réformes politiques et institutionnelles dans les secteurs de l'énergie et des transports mais il reste de nombreux défis à relever dans une réforme plus vaste du service public.

### S'attaquer au déficit énergétique de la Tanzanie.

Le secteur énergétique a diversifié sa base et amélioré sa gestion mais seuls 10 % environ des habitants de Tanzanie ont accès à l'énergie. L'IDA coopère avec le gouvernement et d'autres partenaires au développement pour mobiliser les organismes financiers publics et privés afin de répondre à la crise de l'énergie. Au cours des cinq prochaines années, il faudra 1,5 milliard de dollars pour distribuer une électricité fiable et abordable, doublant ainsi le nombre de personnes ayant accès à l'électricité. (Ce montant se réfère aux coûts de transmission et de distribution uniquement, pas à une nouvelle production d'énergie.) Une partie essentielle de cette stratégie implique la création d'un bon environnement pour attirer les investisseurs. En outre, l'IDA travaille en étroite collaboration avec les autorités tanzaniennes sur un plan de redressement en cinq ans et un programme d'investissement en capitaux pour le secteur.

## Développer les infrastructures de transport.

Les infrastructures de transport de la Tanzanie restent insuffisamment développées pour soutenir la croissance et relier tous les Tanzaniens aux marchés et aux services. En dépit de l'aide de l'IDA pour améliorer l'état des autoroutes et des routes à grande circulation, les routes gérées localement (qui comprennent les routes d'accès reliant les populations rurales) ont souffert de négligence pendant des années, avec 75 % de routes en mauvais état. Le volume de biens transportés par chemin de fer stagne. Dar Es Salaam est sérieusement engorgé. Un accroissement du financement permettrait d'améliorer les liaisons routières stratégiques entre la Tanzanie et les pays voisins pour augmenter le commerce ; réhabiliter et entretenir les routes rurales pour accroître l'accès des personnes aux marchés et aux services ; et restaurer et moderniser les infrastructures non routières comme les voies ferrées, les ports et les aéroports.

## Améliorer la gouvernance.

Selon l'Institut de la Banque mondiale (WBI), la Tanzanie a amélioré le contrôle de sa corruption ces dix dernières années. Mais le pays est parti de très bas. Le classement de la Tanzanie va de pair avec la moyenne subsaharienne, qui est inférieure aux deux tiers des pays du globe. Le gouvernement, avec l'aide de l'IDA, a la volonté de s'attaquer à la corruption pour continuer à améliorer la position du pays.

## Développer les objectifs en matière d'éducation.

Seuls 5 % des adultes ont actuellement une formation secondaire et seul 1 % une formation tertiaire. Un accroissement du financement par l'IDA pour l'enseignement primaire et secondaire, ainsi que pour l'enseignement supérieur, permettrait aux talents du pays d'être compétitifs sur les marchés mondiaux.

## Offrir des soins de base.

Bien que les taux de mortalité infantile et juvénile aient baissé, les taux de mortalité maternelle et de fertilité affichent des améliorations mineures, voire aucune amélioration. En raison de la résistance aux médicaments (dans les cas de tuberculose et de paludisme), au traitement VIH/SIDA et au lancement de technologies plus onéreuses (quoique plus économiques), le coût unitaire de prestation de services médicaux de base a augmenté.

De plus, de nouvelles ressources seront nécessaires pour former les professionnels de la santé et les conserver à leur poste. La mortalité maternelle ne sera réduite que si le pays investit tant dans du personnel que dans des sites afin de fournir des soins obstétricaux d'urgence.

## Développement de la Tanzanie : tirer les leçons de l'expérience

Le fait que bailleurs de fonds canalisent de plus en plus les ressources à travers les propres institutions et systèmes du pays, l'aide est devenue plus efficace en renforçant la capacité de la Tanzanie à se développer, à mettre en place et à justifier ses propres politiques. L'IDA, en travaillant avec des partenaires au développement,

a contribué à accroître la synergie, la cohérence et l'efficacité de l'aide.

L'appropriation des réformes par le pays a pris racine, créant ainsi un environnement qui offre au gouvernement, à la société civile et au secteur privé, des incitations au changement. Néanmoins, la responsabilité nationale et la compréhension du processus budgétaire par le parlement et les ministères doivent encore être améliorées.

Suite à un bilan en 2000 du programme de l'IDA en faveur de la Tanzanie par le Groupe indépendant d'évaluation de la Banque mondiale, l'IDA a œuvré à l'adoption des recommandations suivantes : promouvoir une croissance équilibrée à long terme ; développer des stratégies pour le développement du secteur privé et le développement rural ; aborder les distorsions de la politique sociale ; renforcer la gestion financière et les systèmes de responsabilisation ; et améliorer la coordination.

Mars 2007.

<http://www.banquemondiale.org/ida>